

LA TABLE DES MATIERES

LES REMERCIEMENTS	V
LA TABLE DES MATIERES	VII
LA LISTE DES ABREVIATIONS	XIII
LA BIBLIOGRAPHIE	XXV
L'AVANT-PROPOS	XLIII
LA PREFACE	XLV
L'INTRODUCTION	1
§ 1 <i>L'objet</i>	1
§ 2 <i>La méthode</i>	3
PREMIERE PARTIE: LA VIOLENCE DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS, UNE FORME DE VIOLENCE DOMESTIQUE	5
§ 3 <i>La violence des enfants envers leurs parents</i>	6
I. Quelques illustrations	8
II. Le projet européen de recherches « Responding to Child to Parent Violence & Abuse in Europe »	13
III. Les caractéristiques de la violence des enfants envers leurs parents	15
1. Le comportement violent, pérenne et répété	15
2. La prise de pouvoir conduisant à l'inversion de la hiérarchie familiale	19
IV. Les définitions	20
V. Les conséquences de la VEP	22
1. Du point de vue des parents	22
2. Du point de vue des jeunes	23
§ 4 <i>L'intérêt de l'Etat à intervenir</i>	24
§ 5 <i>Des conclusions intermédiaires</i>	27
DEUXIEME PARTIE: QUELQUES SOURCES DE LA VIOLENCE DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS	29
§ 6 <i>La crise de la famille : une revue historique</i>	30
I. L'introduction	30
II. Un bref aperçu historique de la mutation de la famille	31
1. La famille traditionnelle	32
2. La famille moderne (dite nucléaire)	32
3. La famille contemporaine	34
III. Les rôles...	36
1. ... de la famille et des parents	36
2. ... de la figure paternelle au fil du temps	38
3. ... de la figure maternelle au fil du temps	39
IV. Un nouveau paradigme : la (co)parentalité	41
V. Une synthèse	43
§ 7 <i>Des dynamiques familiales</i>	45

I.	L'enfant victime ou témoin de violences	45
II.	La dépendance affective, l' « enfant précieux », la faiblesse du parent et la proximité entre parent et enfant	47
1.	La dépendance affective	47
2.	L' « enfant précieux »	48
3.	La faiblesse du parent	48
4.	La proximité trop importante entre les parents et les enfants	49
III.	Les projections narcissiques des parents sur l'enfant	51
IV.	Le surinvestissement affectif de l'enfant par les parents	52
V.	La déresponsabilisation des parents et l'absence de conflit	53
§ 8	<i>Les valeurs sociales et culturelles</i>	56
I.	La société de consommation	56
II.	Les médias et le développement des nouvelles technologies	57
III.	La crise politique et économique	61
§ 9	<i>L'ingérence de l'Etat dans le rapport parental</i>	62
I.	L'introduction	62
II.	La socialisation de l'enfant	63
III.	L'enfant, un adulte miniature ?	65
1.	La place de l'enfant dans la société au fil du temps	65
2.	La Convention relative aux droits de l'enfant	68
a.	L'intérêt supérieur de l'enfant	68
b.	Les devoirs des enfants	70
c.	La nature des droits consacrés par la CDE	71
3.	Une prise de position	73
IV.	La responsabilité parentale vs l'autorité parentale	74
1.	La responsabilité parentale	75
2.	L'autorité parentale	75
3.	Une prise de position	77
V.	L'égalité entre les femmes et les hommes	80
1.	L'autorité parentale conjointe	80
2.	La dévolution du nom	82
3.	Une prise de position	84
§ 10	<i>Des conclusions intermédiaires</i>	86
TROISIEME PARTIE: LES INSTRUMENTS LEGAUX ET LEURS		
APPLICATIONS DANS LE CADRE DE LA VEP		89
§ 11	<i>Les mesures protectrices de l'enfant</i>	90
I.	Les mesures protectrices de l'enfant (art. 307 CC)	90
1.	Les possibilités offertes par la loi	90
a.	Le rappel des parents à leurs devoirs	91
b.	Les indications et les instructions	92
c.	Les mesures d'investigation	92
d.	Le droit de regard et d'information	92
e.	L'action éducative en milieu ouvert	93
2.	La pertinence en cas de VEP	94
II.	La curatelle (art. 308 CC)	95
1.	Les possibilités offertes par la loi	95
a.	La curatelle éducative (art. 308 al. 1 CC)	96
b.	La curatelle à pouvoirs particuliers (art. 308 al. 2 CC)	97

2.	La pertinence en cas de VEP	98
III.	Le retrait du droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant (art. 310 CC)	99
1.	Les possibilités offertes par la loi	99
a.	L'initiative du retrait	101
aa.	Le retrait d'office (art. 310 al. 1)	101
ab.	Le retrait à la demande des parents ou de l'enfant (art. 310 al. 2 CC)	102
b.	Les types de retrait	102
ba.	Le placement familial	103
bb.	Le placement institutionnel	103
bc.	Le placement de jour	105
c.	Les effets du retrait	105
2.	La pertinence en cas de VEP	106
IV.	Le retrait de l'autorité parentale (art. 311 et 312 CC)	108
1.	Les possibilités offertes par la loi	108
a.	Le retrait d'office (art. 311 CC)	109
b.	Le retrait sur requête des parents (art. 312 CC)	110
2.	La pertinence en cas de VEP	111
§ 12	<i>Les mesures protectrices de l'adulte</i>	112
I.	La curatelle d'accompagnement (art. 393 CC)	112
1.	Les conditions d'institution de la curatelle	113
a.	L'« autre état de faiblesse »	114
b.	Le besoin de protection	115
c.	Le consentement	115
2.	La fin de la mesure	115
3.	La casuistique	116
II.	La curatelle de représentation (art. 394 et 395 CC)	116
1.	Les conditions d'institution de la mesure	117
2.	La fin de la mesure	118
3.	La casuistique	118
III.	La pertinence en cas de VEP	119
§ 13	<i>Le droit pénal</i>	121
I.	Le droit pénal des mineurs	121
1.	Les possibilités offertes par la loi	121
a.	Les buts poursuivis par le DPMIn	121
b.	Les mesures et les peines	124
ba.	Les mesures de protection	125
bb.	Les peines	129
c.	La renonciation à la poursuite pénale, l'exemption de peine, le sursis et la médiation	131
ca.	La renonciation à toute poursuite pénale	131
cb.	L'exemption de peine	131
cc.	Le sursis	132
cd.	La médiation	132
2.	La pertinence en cas de VEP	133
II.	La loi sur l'aide aux victimes d'infractions	137
1.	Les possibilités offertes par la loi	137
2.	La pertinence en cas de VEP	138

§ 14	<i>Des conclusions intermédiaires</i>	139
QUATRIEME PARTIE : L'EMANCIPATION, LES « MESURES		
PROTECTRICES DE LA COMMUNAUTE FAMILIALE », LE TRIBUNAL		
DE LA FAMILLE ET LA MEDIATION FAMILIALE		
§ 15	<i>L'émancipation</i>	146
I.	Les possibilités offertes par la loi	146
1.	En France	147
2.	En Belgique	149
3.	En Italie	150
II.	La pertinence en cas de VEP	151
§ 16	<i>Les « mesures protectrices de la communauté familiale »</i>	152
I.	Les possibilités offertes par la loi	152
II.	La pertinence en cas de VEP	153
§ 17	<i>Le Tribunal de la famille</i>	154
I.	En Belgique	156
II.	En Suisse	157
III.	La pertinence en cas de VEP	161
§ 18	<i>La médiation</i>	163
I.	La présentation	163
1.	La définition	163
2.	L'organisation et le processus de la médiation	165
a.	L'organisation	165
b.	Le processus	166
3.	Les limites	167
II.	Un aperçu de la médiation familiale à l'étranger	169
1.	En Belgique	169
a.	La permanence de médiation au Tribunal	169
b.	La « Maison de la Famille »	169
c.	L'« Espace parent pendant la séparation »	170
2.	En France	171
3.	Au Québec	171
4.	En Allemagne	174
5.	Des constatations	177
III.	La médiation en Suisse	179
1.	L'historique	179
2.	Le cadre légal et réglementaire	179
a.	Le Code civil et le Code de procédure civile	180
b.	La procédure pénale applicable aux mineurs	181
c.	Les règlements d'associations privées	182
IV.	La place du mineur dans la médiation et la médiation parents-adolescents en particulier	182
1.	Les caractéristiques	182
2.	Les objectifs poursuivis	183
3.	Le processus	184
4.	Les effets de la médiation sur les jeunes	186
V.	La pertinence en cas de VEP	187
§ 19	<i>Des conclusions intermédiaires</i>	191

LES CONCLUSIONS	193
ANNEXE 1 : « LES PROCES-VERBAUX RESUMES » DES ENTRETIENS MENES AUPRES DES AUTORITES	201
<i>Annexe 1a : l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant à Fribourg</i>	201
Annexe 1b : le centre LAVI à Fribourg	204
Annexe 1c : le Tribunal pénal des mineurs à Fribourg	205
Annexe 1d : le Tribunal civil à Fribourg	207
Annexe 1e : l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant à Lausanne	208
Annexe 1f : le centre LAVI à Lausanne	209
Annexe 1g : le Tribunal pénal des mineurs à Lausanne	211
Annexe 1h : le Tribunal civil de Lausanne	214
Annexe 1i : la brigade des mineurs de Lausanne	214
Annexe 1j : les Boréales à Lausanne	216
Annexe 1k : le Service de protection de la jeunesse à Lausanne	219
Annexe 1l : Genève	219
ANNEXE 2 : LE QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX AUTORITES A L'APPUI DES ENTRETIENS	221
ANNEXE 3: LA VEP EN IMAGE...	223
L'INDEX ALPHABETIQUE	225
L'INDEX DES DISPOSITIONS LEGALES PRINCIPALES	231